

Délibération n° 2018-04-05/2

Objet : Fixation des taux d'imposition 2018 : Taxe d'habitation et taxes foncières

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 5 AVRIL 2018**

L'an deux mille dix-huit, le cinq avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 30 mars 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

La séance s'est déroulée à huis clos.

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne – M. Pellet – J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet - G. Riguidel - B. Rodriguez – S. Riscal - F. Boyer - J.M Leienteckers – B. Deltour - R. Casas Mateu - A. Jamet - S. Waselynck – B. Cosme - I. Gianiel

Absents représentés : F. Bertouy excusée, pouvoir à B. Conte Arranz – C. Moreteau excusée, pouvoir à B. Rodriguez – M. Litton excusé, pouvoir à J.M. Malek – A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – G. Della Ragione excusé, pouvoir à J.P. Rico – C. Germain excusée, pouvoir à I. Gianiel

Absents : A. Estève – C. Prost

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

Le vote des taux d'imposition de la taxe d'habitation et des taxes foncières intervient avant ou lors du vote du budget primitif de la commune. Le vote des taux doit avoir lieu avant le 30 avril 2018. Les états fiscaux doivent être transmis en Préfecture pour le 30 avril dernier délai.

A titre indicatif, l'évolution des bases d'imposition est la suivante :

Fiscalité directe locale	BASES D'IMPOSITION EFFECTIVES 2017	BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES 2018 –
TAXE D'HABITATION	18 693 143,00	18 959 000,00
TAXE FONCIERE BÂTI	20 304 133,00	20 563 000,00
TAXE FONCIERE NON BÂTI	36 884,00	43 800,00

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

✚ Autoriser le Maire à maintenir les taux d'imposition comme suit :

Fiscalité directe locale	TAUX 2017	TAUX 2018
TAXE D'HABITATION	20,31 %	20,31 %
TAXE FONCIERE BÂTI	31,81 %	31,81 %
TAXE FONCIERE NON BÂTI	131,01 %	131,01 %

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 22 voix (5 contre : A. Jamet – S. Waselynck – B. Cosme - I. Gianiel – C. Germain).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 5 avril 2018
Le Maire
Jean-Pierre RICO